

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 444 du 25.03

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Affrontements entre les citoyens d'Um Al-Faham et la police israélienne qui escorte la marche d'extrême-droite.

1 Dossier

1-1 John Mearsheimer : Le Lobby vacille.

1-2 Crimes de guerre : « A présent, jugeons Tel Aviv ».

1-3 Gaza, un tremblement de terre politique.

1-4 Michel Warschawski : Israël : « Le monde entier est contre nous. Qu'importe, nous vaincrons »

1-5 La marche vers un Etat unique en Palestine.

1-6 La survie d'Israël en danger selon la CIA.

1-7 Construire sur d'impudents mensonges.

1-8 Rapport confidentiel de l'Union européenne sur Jerusalem-Est.

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 [Gaza : L'ONG Médecins pour les Droits de l'Homme \(PHR\) accuse l'armée d'avoir violé l'éthique médicale.](#)

2-2 Des soldats israéliens ayant combattu à Gaza parlent d'exactions.

2-3 Amos Harel : Gaza: des jeunes conscrits parlent.

3 Annexe

3-1 Appel aux citoyens du monde pour briser le siège de Gaza.

Tiré à part

Affrontements entre les citoyens d'Um Al-Faham et la police israélienne qui escorte la marche d'extrême-droite.

Ce matin, les policiers israéliens qui escortaient la marche des militants d'extrême-droite à Um Al-Faham ont tiré des balles caoutchouc-acier, des grenades lacrymogènes et ouvert les canons à eau

contre les citoyens arabes qui bloquaient l'entrée des manifestants dans la ville.

La protestation a éclaté lorsque les extrémistes juifs ont tenté de marcher à travers la ville.

Sheikh Ra'ed Salah, le chef du Mouvement Islamique en Palestine 48, a dit à la chaîne de télévision Al-Jazeera que de nombreux citoyens ont été blessés et a accusé la police d'empêcher l'accès aux blessés.

Il a souligné que l'oppression israélienne des Palestiniens avait commencé depuis l'occupation de la Palestine en 1948, accusant les fanatiques sionistes d'imposer une discrimination religieuse et raciale contre les Palestiniens, et d'essayer de forcer les Palestiniens à abandonner leurs terres.

Salah a déclaré que les Arabes de divers secteurs de Palestine occupée en 48 sont venus à Um Al-Faham en solidarité avec cette ville, mobilisation qui reflète la position unanime de défense du destin et de l'avenir arabe et de rejet de toute tentative visant à les obliger à quitter leur terre ancestrale.

La municipalité de la ville a déclaré une grève générale pour protester contre la marche des extrémistes de droite dans la banlieue de Um Al-Faham, menée par le leader du mouvement terroriste Kach, Baruch Marzel, qui a été escortée par 2.500 policiers israéliens.

La radio hébraïque a dit que la police israélienne avait transformé la ville en camp militaire pour protéger la marche.

D'autre part, sur la même question, un rapport du Centre Musawa (Égalité) pour les droits des citoyens arabes en Israël a révélé que la discrimination raciale contre ces citoyens était en hausse.

Le Centre a répertorié 270 attaques contre des Arabes depuis le début de 2009, comparés aux 166 attaques pour la totalité de l'année 2008.

24-03

Source : [Palestine Info](#)

Traduction : MR pour ISM

1 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 John Mearsheimer : Le Lobby vacille.

À propos de la démission de Charles Freeman

Beaucoup d'observateurs, à Washington, ont été surpris de voir l'administration Obama nommer Charles Freeman à la tête du National Intelligence Council, l'organisme qui supervise la production des expertises des services américains du renseignement.

M. Freeman avait une remarquable carrière de trente années au service de la diplomatie et du ministère de la Défense, mais il a critiqué publiquement la politique israélienne et la relation spéciale que les Etats-Unis entretiennent avec ce pays, disant, par exemple, au cours d'un discours prononcé en 2005, qu'« aussi longtemps que les Etats-Unis continueraient à lui fournir de manière inconditionnelle les financements et la protection politique qui rendent l'occupation israélienne et la politique violente et autodestructrice [pour Israël ndt] que cette occupation génère, il y aura très peu de raisons, voire strictement aucune raison, d'espérer que quoi que ce soit qui pût ressembler au défunt processus de paix puisse être ressuscité ». Des mots tels que ceux-là sont rarement prononcés à Washington, et quiconque les utilise est quasi certain de ne pas accéder à une responsabilité gouvernementale de haut-niveau. Mais l'amiral Dennis Blair, le nouveau directeur du renseignement national, admire beaucoup Freeman, qu'il estimait être exactement le genre de personne capable de revitaliser les milieux du renseignement, qui avaient été extrêmement politisés, durant les années Bush.

Mis en émoi, comme c'était prévisible, le lobby israélien a lancé une campagne de diffamation à l'encontre de Freeman, dans l'espoir que, soit il démissionnerait de lui-même, soit serait renvoyé par Obama. Le Lobby tira sa première salve sous la forme de l'affichage d'un texte, sur un blog, par Steven Rosen, un ancien responsable de l'Aipac, l'American Israel Public Affairs Committee, aujourd'hui mis en examen pour avoir transmis des secrets à Israël. L'opinion de Freeman sur le Moyen-Orient, disait-il, « est celle que vous attendriez du ministre des Affaires étrangères saoudien, auquel il est, du reste, très lié ». Des journalistes pro-israéliens de grand renom, comme Jonathan Chait et Martin Peretz, du quotidien New Republic, et Jeffrey Goldberg du quotidien The Atlantic, se joignirent très vite à la meute, et Freeman fut pilonné par des publications qui défendent en permanence Israël, comme The National Review, The Wall Street Journal et Weekly Standard.

Le véritable coup de chaud, toutefois, provint du Congrès, où l'Aipac (qui se qualifie lui-même de Lobby pro-israélien de l'Amérique) détient un pouvoir écrasant. Tous les membres républicains de la Commission sénatoriale du Renseignement sont tombés à bras raccourcis sur Freeman, comme l'ont fait des Sénateurs démocrates tels que Joseph Lieberman et Charles Schumer. « J'ai exhorté je ne sais pas combien de fois la Maison Blanche à l'écarter », a dit Schumer, « et je suis heureux qu'ils aient fini par faire la seule chose qu'il y avait à faire ». Même histoire à la Chambre, où la charge fut menée par le Républicain Mark Kirk et le Démocrate Steve Israel, qui poussa Blair à déclencher une enquête impitoyable au sujet des finances de Freeman. Finalement, la Présidente de la Chambre des Représentants, Nancy Pelosi, déclara que la nomination de Freeman était abusive. Freeman aurait pu survivre à cette curée, si la Maison Blanche l'avait soutenu. Mais les basses flatteries qu'avait faites Barack Obama au lobby israélien durant la campagne électorale et son silence assourdissant durant la guerre contre Gaza montrent que le Lobby n'est pas, pour lui, un opposant qu'il s'aviserait d'affronter. Donc, sans surprise, il resta silencieux, et Freeman n'eut d'autre choix que de se démettre.

Depuis lors, le lobby a déployé d'énormes efforts pour dénier son rôle dans la démission de Freeman. Le porte-parole de l'Aipac Josh Block a dit que son organisation « n'avait pas pris position sur cette question et qu'elle n'avait exercé aucune action de lobbying auprès de la Colline [du Capitole] à son sujet ». Le Washington Post, dont la page éditoriale est dirigée par Fred Hiatt, un homme totalement voué à la pérennisation de la « relation spéciale » [entre les Etats-Unis et Israël, ndt] a publié un éditorial affirmant que le fait de mettre en cause le lobby dans la démission de Freeman relevait des seuls rêves « de M. Freeman et de théoriciens du complot du même acabit ».

En réalité, les preuves de la profonde implication de l'Aipac et d'autres partisans fanatiques d'Israël dans la campagne visant Freeman sont surabondantes. Block a reconnu avoir parlé de Freeman à des journalistes et à des bloggers, et leur avoir donné des informations, toujours après s'être mis d'accord avec eux afin que ses commentaires ne lui soient jamais attribués à lui personnellement, ni à l'Aipac. Jonathan Chait, qui a nié qu'Israël ait été à l'origine de la controverse, avant le limogeage de Freeman, a écrit, après coup : « Bien sûr, je reconnais que le lobby israélien est puissant et qu'il a été un élément clé dans la curée contre Freeman, et que ce lobby n'est pas toujours une puissance bénéfique ». Daniel Pipes, qui dirige le Middle East Forum, où Steven Rosen travaille aujourd'hui, a envoyé prestement une lettre circulaire par mél, portant aux nues le rôle joué par Rosen dans l'éviction de Freeman.

Le 12 mars, soit le jour où le Washington Post a publié son éditorial raillant quiconque ayant suggéré que c'était le lobby israélien qui avait grandement contribué à évincer Freeman, ce même journal a publié un article en première page, décrivant le rôle central que le lobby avait joué, dans cette affaire. Il y avait aussi un commentaire d'un journaliste chevronné, David Broder, qui commençait ainsi : « L'administration Obama vient de subir une défaite embarrassante de la part de ces lobbyistes-mêmes que le Président a juré de remettre à leur place. » Les détracteurs de Freeman maintiennent que son opinion concernant Israël regardait d'autres que lui. On dit de lui qu'il a des relations particulièrement étroites, voire peut-être même inappropriées [pour un diplomate, ndt] avec l'Arabie saoudite, où il a été, par le passé, ambassadeur des Etats-Unis. Cette charge n'a pas porté, toutefois, car il n'existe aucune preuve pour l'étayer. Les supporters d'Israël ont dit, aussi, qu'il avait fait des remarques dépourvues de toute compassion à propos du sort qu'avaient connu les manifestants chinois sur la Place Tiananmen de Pékin [en 1989, ndt], mais cette accusation, que les défenseurs de Freeman contestent, a été tirée du sac uniquement parce que les détracteurs pro-israéliens de Freeman étaient en quête de n'importe quel argument leur permettant de salir sa réputation.

Pourquoi le lobby se préoccupe-t-il à ce point d'une nomination à un poste, certes important, mais certainement pas suprême ? Voici une raison, parmi d'autres : Freeman aurait été responsable de la publication des évaluations des services de renseignement nationaux. Israël et ses partisans américains ont été fous de rage après que le National Intelligence Council eut conclu, en novembre 2007, que l'Iran ne construisait pas la bombe nucléaire, et ils avaient travaillé d'arrache-pied afin de saper ce rapport, ce qu'ils continuent à faire jusqu'à ce jour. Le lobby veut s'assurer que la prochaine évaluation des capacités nucléaires de l'Iran [par les Etats-Unis, ndt] parvienne à la conclusion diamétralement opposée, et cela avait bien moins de chances d'arriver, avec Freeman aux manettes. Mieux vaut avoir quelqu'un qui soit dûment estampillé Aipac, pour mener la danse. Une raison – encore plus importante -, pour le lobby, de chasser Freeman de son poste, c'est la faiblesse de l'argumentation susceptible de justifier la politique actuelle de l'Amérique vis-à-vis d'Israël, qui rend impératif d'intimer le silence ou de marginaliser quiconque oserait critiquer la relation spéciale [américano-israélienne, ndt]. N'eût Freeman été puni, d'autres auraient vu qu'on pouvait critiquer ouvertement Israël et faire carrière brillamment à Washington. Et aussi que, dès l'instant où quelqu'un obtiendrait qu'un débat ouvert et libre s'instaure autour d'Israël, la relation spéciale serait sérieusement compromise.

Un des aspects les plus remarquables de l'affaire Freeman, ce fut le fait que les médias consensuels lui ont accordé très peu d'attention. Ainsi, par exemple, le New York Times n'a pas publié le moindre article au sujet de Freeman jusqu'au lendemain de sa démission, alors qu'une bataille féroce autour de sa nomination avait commencé à faire rage dans la blogosphère, dès la date de ladite nomination. Mais quelque chose s'est produit, dans ladite blogosphère, qui ne se serait jamais produit dans les médias consensuels : le lobby a été confronté à une réelle opposition. De fait, tout un éventail de bloggers, énergiques, bien informés et hautement respectés, défendit Freeman, dans toutes les péripéties, et ils auraient vraisemblablement emporté le morceau, si le Congrès n'avait pas pesé de tout son poids contre eux. Bref : Internet a permis un débat sérieux aux Etats-Unis, sur une question impliquant Israël : ce fut une première absolue. Le lobby n'a jamais eu grand-mal à faire observer la ligne du parti par le New York Times et le Washington Post, mais il a peu de moyens de faire taire les critiques s'exprimant sur Internet.

Lorsque les forces pro-israéliennes étaient entrées en conflit avec une personnalité politique majeure, par le passé, cette personnalité, généralement, avait reculé. Jimmy Carter, traîné dans la boue après qu'il eut publié son livre Palestine : la Paix, pas l'apartheid, a été le premier Américain éminent à tenir bon et à répliquer. Le lobby n'a pas pu le faire taire, et ça n'est pas faute, pour lui, d'avoir essayé. Freeman marche dans les brisées de Carter, mais avec plus de pugnacité. Après s'être démis, il a publié une dénonciation au vitriol de « gens dénués de scrupules entièrement dévoués à défendre les vues d'une faction politique d'un pays étranger » dont le but est « d'empêcher par tous les moyens que des opinions un tant soi peu différentes des siennes ne puissent être diffusées ». « Il y a », avait-il poursuivi, « une ironie particulière dans le fait de se voir accusé d'appréciation inappropriée au sujet des positions de gouvernements et de sociétés étrangers, par un clan si manifestement voué à imposer l'adhésion à la politique d'un gouvernement étranger » [en l'occurrence, le gouvernement israélien, ndt].

La remarquable déclaration de Freeman est parvenue au monde entier, elle a été lue par des personnes innombrables. Cela n'est pas bon, pour le lobby, qui aurait préféré briser dans l'œuf la nomination de Freeman

sans laisser d'empreintes digitales. Mais Freeman continuera à s'exprimer au sujet d'Israël et du lobby pro-israélien, et peut-être que certains de ses alliés naturels, à l'intérieur du Beltway, finiront par le rejoindre. Lentement, mais sûrement, un espace commence à s'ouvrir, aux Etats-Unis, où il sera possible de parler sérieusement d'Israël.

John Mearsheimer

John Mearsheimer est professeur émérite R. Wendell Harrison de science politique à l'Université de Chicago

in *London Review of Books*, 26 March 2009

http://www.lrb.co.uk/v31/n06/mear01_.html

Source et traduction : Marcel Charbonnier

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.John_Mearsheimer.200309.htm

1-2 Crimes de guerre : « A présent, jugeons Tel Aviv ».

Interview de Gilles Devers, représentant à La Haye de centaines d'ONG qui se sont constituées pour amener à la barre le gouvernement Olmert : processus nécessaire pour que les Etats comprennent que l'ordre mondial ne peut pas être fondé sur des crimes contre l'humanité.

Pour le procureur de la Cour Pénale internationale Ocampo, l'enquête est possible, « il existe une possibilité que cela arrive ». C'est ce qu'a dit avant-hier (9 mars 2009, NdT) Luis Moreno-Ocampo sur la possibilité d'ouvrir auprès de la Cpi une enquête pour « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité » à l'encontre d'Israël pour les massacres de Palestiniens perpétrés pendant l'opération « Plomb durci » à Gaza. Il s'agirait d'une révolution car – selon *Perfil*, l'hebdomadaire de Buenos Aires qui a rapporté les déclarations de Ocampo- ce serait la première fois qu'un organisme international reconnaît l'Autorité palestinienne (Anp) comme « Etat indépendant ». « Nous sommes en train d'évaluer la question -a ajouté Ocampo- nous sommes dans une phase d'analyse ». Nous avons parlé de la procédure avec Maître Devers qui était hier (10 mars 2009, NdT) à Rome pour l'initiative juridique de la société internationale soutenue en Italie par le *Network degli Artisti italiani* et lancée par la *Rete dei Traduttori per la diversità linguistica Tlaxcala*.

Maître Devers, pouvez-vous nous expliquer comment est née votre initiative ?

Il s'agit à l'origine d'une initiative militante, portée à ce jour par plus de 450 associations – européennes, africaines, moyen-orientales et sud-américaines- témoins de l'offensive « Plomb durci » contre la Bande de Gaza. Le 22 janvier nous avons déposé la plainte pour « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité » auprès de la Cour Pénale Internationale (Cpi). Le même jour – élément très important de la procédure - l'Autorité palestinienne (Anp) a donné compétence à la Cpi. Si elle la lui avait refusée, seule une intervention du Conseil de Sécurité de l'Onu aurait pu obliger la Cpi à enquêter, comme cela a été le cas pour le Soudan. Une hypothèse non crédible dans notre cas, compte tenu des doubles standard qui ont cours devant le Conseil de Sécurité. C'est pour cette raison que les ONG ont décidé de se constituer témoin du crime. Puis l'Anp – avec un accord politique entre Hamas et Fatah- a reconnu l'autorité de la Cpi. Le procureur Ocampo a demandé des éclaircissements parmi lesquels celui de savoir « qui est l'Etat à Gaza ». A ce moment-là, il y a eu une seconde visite à La Haye, du ministre de la justice, et des affaires étrangères palestiniens, après une réunion de nombreux ambassadeurs de l'Anp pour réunir tous les éléments et montrer que l'Anp représente le peuple palestinien, et que si la Cpi envoie des enquêteurs à Gaza, ils seront bien accueillis.

Mais Israël n'est pas signataire du Traité de Rome qui a institué la Cpi en 1998 : ceci n'invalide-t-il pas la procédure ?

D'abord, la CPI juge les hommes et non pas les Etats. Dans une démarche de droit pénal, elle recherche le criminel X, Y ou Z. Elle s'occupe avant tout des faits : il faut qualifier le fait, et ensuite aller le plus loin possible dans la recherche des auteurs. Commençons donc par le début : Où a été commis le crime ? A Gaza, et l'Autorité palestinienne a donné compétence à la CPI. Donc la Cour peut enquêter à Gaza. Il y a encore des points à examiner, pour assurer la démarche de la Cour, mais je crois que ce ne sont pas des problèmes insurmontables.

Pourquoi s'adresser à la Cpi et pas aux juridictions nationales, comme cela s'est produit dans le passé pour d'autres massacres à Gaza ?

Nous nous adresserons aussi aux juges des Etats nationaux. Au mois d'avril, nous allons déposer à Madrid un dossier pour un astrophysicien de la Nasa qui travaille aux Etats-Unis mais qui est originaire de Gaza, et y vit souvent avec sa famille. Tous les enfants de Gaza connaissaient sa maison, certains d'entre eux ont appris à observer les étoiles avec le télescope qu'il avait installé sur le toit. Or, sa maison a été bombardée par les F16. Elle a été entièrement détruite, et il a perdu un de ses enfants. Il y a beaucoup d'autres cas similaires. Nous formerons d'autres plaintes auprès d'autres cours, en fonction de la nationalité des victimes. Nous essaierons de présenter des plaintes dans les 47 pays du Conseil d'Europe qui dépendent de la Convention Ue sur les droits de l'homme.

L'ex-président de la Cpi Antonio Cassese a dit que la Cour « ne peut accomplir une action efficace qu'avec la collaboration des Etats » et que « la justice internationale doit être prudente et sage, sinon elle risque d'être considérée comme peu crédible ».

La coopération existe du moment que 110 états ont ratifié la Cpi. Susan Rice, la représentante de l'Administration étasunienne auprès de l'ONU, a déclaré dans son discours d'investiture, que la Cour est un outil digne d'estime. Nous utilisons la procédure prévue par le Traité de Rome et donc je ne vois pas de risques de miner la crédibilité de la Cour. Si la procédure devenait un obstacle à la paix – dans le cas où demain un accord politique et économique adviendrait- le Conseil de sécurité aurait le pouvoir de la suspendre pour une année (renouvelable). La justice doit suivre son cours afin qu'Israël et le monde entier comprennent que les crimes contre l'humanité

doivent être exclus de l'ordre public international. C'est ne pas s'attaquer à cette réalité là qui minerait l'autorité de la Justice internationale.

Quels indices de « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité » avez-vous recueillis ?

Avant tout faisons une distinction : les premiers sont des actes à but militaire, conduits dans précaution pour les populations civiles, les seconds sont des crimes de guerres systématisés où d'emblée des objectifs civils sont attaqués avec des moyens militaires. Par exemple, le premier jour de l'agression (*le 27 décembre 2008, NDR*) un ordre de bombardement, par 40 chasseurs bombardiers, a été donné à 11h30, l'heure à laquelle les enfants sortent de l'école. Celui qui a donné ces instructions savait qu'il allait tuer des enfants. De fait le premier jour il y a eu plus de 200 morts. De même, des dizaines d'habitants d'un quartier avaient été enfermés dans une école qui, le lendemain, a été bombardée : ceci est un crime contre l'humanité. Puis, l'emploi des munitions au phosphore blanc en plein jour et sur des zones densément peuplées, ce qui implique l'intention de brûler et mutiler le plus grand nombre possible de personnes. Et puis il y a aussi dans notre dossier une chose qui n'impressionne pas autant que le sang mais qui témoigne de l'intention criminelle : 30% des terres arables de Gaza ont été dévastés avec des bulldozers.

Pour éviter que l'armée ne soit salie par les procès le gouvernement Israélien a interdit aux militaires qui ont participé à « Plomb durci » de se faire interviewer et photographier. Comment alors les identifier ?

Il faut avant tout établir les faits, à travers les témoignages des victimes et les indices recueillis ; puis nous exercerons une forte pression sur Israël. Israël n'est pas un bloc monolithique, il y a des jeunes, des soldats, des journalistes qui pensent que ce qui a été fait à Gaza est abominable. Nous dirons à Israël : vous avez une conscience, aidez-nous à juger les criminels. En outre la Cour a des moyens de pression, des instruments pour enquêter et recueillir des témoignages. Et si l'enquête devait s'arrêter parce que les responsables matériels n'ont pas été trouvés, nous aurions déjà démontré qu'il y a eu des crimes. Après l'action pénale, viendra celle civile. Israël peut cacher ses officiers et ses ministres, mais pas lui-même.

Comment fait-on, dans le cas de votre procédure, pour éviter des accusations d'antisémitisme comme celles qui ont déjà été adressées à la Conférence de Durban II ?

L'action juridique doit être conduite avec des règles strictes. Pour ne pas tomber dans l'antisémitisme alors qu'on porte plainte contre Israël, il est nécessaire de mettre des preuves sur la table, de parler des faits.

L'antisémitisme, c'est généraliser : Israël, les juifs. Cela n'a rien à voir avec notre démarche. Si on généralise, des malentendus peuvent émerger. Si on se réfère à la réalité judiciaire, le discours devient clair. Il faut en somme analyser les faits, ces faits d'une gravité exceptionnelle qui ont eu lieu à Gaza. Mais s'il n'accepte pas la confrontation, ce sera Israël qui prendrait le risque de lever le vent de l'antisémitisme, que de toute façon, nous combattons. Notre arme, c'est le droit humain.

Edition de mardi 10 mars 2009 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.legrandsoir.info:80/spip.php?article8225>

1-3 Gaza, un tremblement de terre politique.

Extraits

Suite de l'article du n° 353 - Les Dossiers 'Géopolitique et stratégie' de Palestine -18-03- A1- : Le Moyen-Orient est un désastre et la Palestine, un drame sanglant.

2-2 A quel moment faut-il annoncer que la démocratie mondiale se trouve en danger de mort ?

La guerre catastrophique d'Israël contre le Liban avait ruiné la légende dorée qui auréolait cet Etat; le mythe de sa vocation semi-céleste par nature et par définition a trépassé. La Finul entoure à perpétuité le peuple irénique d'un cordon sanitaire utile à la protection de son voisin. Des dizaines de nations, aux côtés desquelles on compte des contingents venus de la Russie et de la Chine, montent à jamais la garde aux frontières d'un Etat hébreu dont les coups de sang sont jugés imprévisibles. L'assaut apocalyptique d'une des plus puissantes armées du monde contre le minuscule territoire de Gaza aura des conséquences irréversibles: une patrie originellement innocente et dont l'Eden national passait pour se trouver sans cesse sur la défensive face à de méchants agresseurs a définitivement changé de Bible sur la scène internationale. Non seulement ce haut fait d'armes du peuple des prophètes a entraîné une réprobation universelle, mais cet exploit plus titanique encore dans l'insensé que dans l'ordre politique s'appelle, en droit public, un **génocide**. Que penser d'une contre-performance qui place Israël sur l'échiquier du Tribunal pénal de la Haye?

La shoah avait définitivement assoupi un antisémitisme que les siècles avaient rendu endémique en Europe. Quand une société ou une civilisation se fondent sur une identité collective compacte, donc principalement construite sur le ciment d'un mythe religieux, tout groupe allogène se trouve frappé d'un ostracisme sacré. Puis le rejet des "*décides*" avait été quasiment suspendu en raison des progrès de l'athéisme qui avait dissous les identités oniriques sur lesquelles les deux mythologies reposaient. Mais Israël se trouve désormais menacé par un antisémitisme qui aura entièrement changé de socle magique et qui résultera de la solidarité affichée et indéfectible des communautés nationales juives du monde entier avec l'expansion territoriale continue et irrépressible de l'Etat d'Israël. Alors que, depuis les origines, l'antisémitisme était demeuré de nature foncièrement théologique il risque de devenir strictement nationaliste en raison du prosélytisme sioniste du peuple juif miraculeusement, mais sans doute provisoirement ressuscité sur un territoire déterminé.

La gravité d'un rejet oublié depuis Titus et Vespasien se fondera donc sur une condamnation morale devenue focalisable. C'est dire combien le "*peuple élu*" n'avait vraiment pas besoin de territorialiser, donc de politiser, sur un lopin de la mappemonde un terrible retour du boomerang d'Abel.

Au premier siècle, le rejet d'Israël reposait sur un progrès religieux - ce peuple était seul à rejeter les idoles de bois, de pierre ou d'airain du monde antique. Et voici toutes les nations de la terre changées en spectatrices effarées d'un camp de concentration à ciel ouvert. Que faire d'un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants qui localiseront inévitablement un bourreau placé sous la surveillance permanente d'un tribunal tantôt mis sous somnifère, tantôt aux yeux grands ouverts?

Mais, dans le même temps, ce désastre exercera une fonction cathartique, parce que, d'un instant à l'autre, l'heure va sonner où la classe dirigeante internationale se trouvera accusée de complicité avec Caïn. Comment échapper à ce reproche, sinon en plaidant l'innocence attachée à un titanesque retard intellectuel? Il vaut mieux se faire l'avocat d'une méconnaissance dramatique des lois de l'histoire et des fondements anthropologiques de la politique que de partager sciemment la responsabilité d'un crime de guerre prévisible et inévitable. Le moment approche donc d'une prise de conscience dont la vocation sera d'approfondir l'humanisme superficiel dont l'Europe vit depuis le XVI^e siècle - retard qui aura privé des sciences humaines encore héritées de la théologie du Moyen Age de toute interprétation darwinienne et freudienne aussi bien de la politique des mythes sacrés que de la politique tout court.

2 - Que se passera-t-il quand...

La date de l'accouchement d'une pesée psychobiologique et transreligieuse de l'Histoire de notre espèce est devenue prévisible en raison de l'impossibilité de la parturition d'un Etat palestinien à laquelle la diplomatie mondiale va fatalement se heurter au Moyen Orient, ce qui contraindra toutes les chancelleries à ouvrir quelque peu les yeux sur les arcanes de l'encéphale simiohumain. Car, d'un côté, Israël a définitivement perdu toute chance de déclencher une expédition dite "*défensive*" contre un voisin désarmé: il ne lui reste que l'Iran à "*punir*" à titre préventif. Mais toute expédition militaire contre cet Etat ambitieux de disposer de l'arme de l'émasculatation du dieu Mars à l'échelle de la planète provoquerait une opposition résolue à cette bimbeloterie politique non seulement de la Russie et de la Chine, mais également des Etats-Unis et de l'Europe, pour ne rien dire, je le répète, du cataclysme que serait le déchaînement d'un antisémitisme de type nationaliste d'une radicalité auprès de laquelle celui des siècles de foi ferait figure de bergerie. Mais, dans le même temps, on s'apercevra que, dans l'état gélatineux qui caractérise le "*connais-toi*" un siècle et demi après la parution de ***L'évolution des espèces***, nous ne disposons encore d'aucune réponse rationnelle à la situation au Moyen Orient, de sorte que notre embryon de science politique sera mise à la rude épreuve d'une évaluation du degré de carence cérébrale dont elle se trouve affectée, ce qui n'était plus arrivé depuis Copernic. Pis que cela : si notre anthropologie scientifique est tombée en panne faute de balance à peser notre tête, le danger est imminent de voir renaître le péril le plus mortel, celui que Socrate avait placé à l'origine de tous les maux; car Adam demeure tellement dépourvu d'esprit critique au point qu'il se convainc de savoir ce qu'il ignore, et cela qu'il se fait, de sa méconnaissance même au chapitre de sa véritable nature, le fondement le plus résolu et le plus assuré de l'errance dont sa science politique et sa gouvernance de son destin se trouvent frappées de naissance.

Que se passera-t-il quand toutes les chancelleries de la planète auront fini par comprendre qu'Israël ne consentira jamais à partager Jérusalem avec les disciples de Mahomet et que, de son côté, l'Islam se laissera arracher les yeux plutôt que de se laisser ravir ce fleuron d'Allah et de son prophète? Que se passera-t-il quand tous les Etats du monde auront compris qu'Israël n'évacuera jamais la Cisjordanie et ne rendra jamais les territoires occupés depuis 1967 ? Que se passera-t-il quand les cinq continents auront constaté que jamais Israël n'acceptera la création d'un Etat aussi souverain que lui-même à ses côtés? Pour l'instant une diplomatie réduite à prendre son ignorance même pour un savoir se livre encore à des incantations d'une pieuse stérilité. Mais que se passera-t-il quand une vraie science des peuples et des nations aura fait ses premiers pas et formulé les prolégomènes d'une politologie digne du XXI^e siècle?

http://pagesperso-orange.fr/aline.dediequez/tstmagic/1024/tstmagic/moyen_orient/gaza.htm

16 Mars

Manuel de Diéguez

http://www.alterinfo.net/La-democratie-mondiale-malade-du-camp-de-concentration-de-Gaza_a30790.html?PHPSESSID=f10a8999571299b7bfb76ff3819ac60

1-4 Michel Warschawski : Israël : « Le monde entier est contre nous. Qu'importe, nous vaincrons »

Il y a un mois, des millions de personnes sont descendues dans les rues pour manifester leur colère contre les actions militaires israéliennes à Gaza, et de tous les continents un même cri s'est élevé, exigeant l'arrêt de cette tuerie.

De la gauche à la droite, la réaction en Israël a été : « C'est une guerre existentielle, et qu'importe ce qu'en disent les non juifs ! Après tout, tous sont antisémites de toute façon. » Et ce qui a encouragé cet hermétisme israélien fut le soutien - ou pour le moins le silence délibéré - des Etats-Unis, de l'Europe et des Etats arabes, d'abord et avant tout, de l'Egypte.

Quand on met un pays en position au-dessus des lois et au-dessus de tout ce qui fait un comportement civilisé, quand on accepte de sa part un comportement barbare, il n'est pas étonnant que ce pays outrepassse toutes les règles, et morde même ceux qui lui veulent du bien. C'est ce qu'ont appris la semaine passée, et d'une brutale façon, les Etats-Unis et l'Egypte.

Le chef des Renseignements égyptiens, le général Omar Suleiman, avait œuvré dur pour aller à la création d'un gouvernement d'union palestinienne et, à ce titre, il était parvenu non seulement à faire cesser les tirs de roquettes sur le sud d'Israël, mais aussi à sauver le gouvernement Fatah en Cisjordanie. De plus, Suleiman avait sacrifié de longues nuits pour arriver à un accord sur un échange de prisonniers qui aboutisse à la libération du

soldat israélien Gilad Shalit. Et pourtant, les responsables du gouvernement israélien, d'Olmert à Livni, ne se sont préoccupés que de la formation d'un gouvernement israélien et ont ignoré le travail de Suleiman, le sort de Gilad Shalit, et même celui de Mahmoud Abbas.

Et même à leur allié le plus important dans la région, la Turquie, les dirigeants israéliens ont réussi à causer des problèmes ! C'est comme s'ils voulaient dire, « Qu'avons-nous à faire de nos ennemis, qu'avons-nous à faire de nos amis, nous ferons comme nous le souhaitons et si vous nous cherchez, rappelez-vous Gaza et ce que nous sommes capables de faire quand nous décidons d'outrepasser toutes les règles ! ». Il ne faut se tromper : il s'agit là d'une politique insensée qui va attirer la catastrophe sur Israël, et dans un avenir pas si lointain. Quand un pays part sur l'hypothèse que le monde est de toute façon contre lui et qu'il ne peut compter que sur sa force militaire, quand il n'y a aucune opposition israélienne pour crier « Arrêtez immédiatement, vous nous mettez en guerre contre le monde entier, vous nous isolez dans l'opinion publique internationale comme dans la communauté des nations, et vous fermez la porte à toute possibilité d'existence pacifique dans la région. », alors le compte à rebours a commencé.

Une véritable folie, la folie du pouvoir s'est emparée de la société israélienne tout entière, et non seulement du duo Lieberman/Netanyahu sur lequel il est trop facile de projeter nos craintes. Si les gens l'ignorent, nous devons leur suggérer de lire sur le sort des Empires qui se sont crus capables de gouverner le monde entier, d'instaurer un règne de mille ans, d'implanter des colonies sur trois continents. Qui se souvient de l'Empire français en Afrique, à part les descendants de ses victimes ? Qui se souvient de l'Empire britannique dans l'Asie du sud ? De l'Indochine française ?

Se moquer de la Turquie, dénigrer le chef des Renseignements égyptiens, mettre en colère l'émissaire américain pour une cargaison de pâtes alimentaires (oui, même ça) pour Gaza, sont les signes d'une perte structurelle des sens à laquelle les trois grands partis d'Israël collaborent (si le Parti travailliste peut encore être appelé grand parti), outre l'élite israélienne tout entière et une grande majorité des électeurs.

Le consensus national général israélien qui règne en dépit d'une position mondiale presque unanime est un problème terrifiant, et le millier de dirigeants qui ont exprimé leur émotion et leur horreur devant les crimes israéliens dans Gaza ne cesse de parler d'un « autre Israël », comme il existait lors de la guerre du Liban en 1982 et la première Intifada [1987].

Mais s'il y a effectivement d'autres Israéliens, il n'y a malheureusement pas d'autre Israël au-delà de cet Etat de criminels de guerre, et de la société qui leur a apporté son soutien.

Michel Warschawski
19 mars 2009

1-5 La marche vers un Etat unique en Palestine.

Toutes les impasses ayant désormais été parcourues avec leur cortège d'horreurs et le droit international ne pouvant plus, sous peine de perdre tout crédit, tolérer la poursuite des massacres, de l'apartheid, de l'incarcération d'un peuple entier, les partisans d'un Etat unique mettant un terme à une division ethnico-religieuse réactionnaire se font plus nombreux.

La première expression collective de cette position remonte à la déclaration de Londres de Novembre 2007 rédigée et signée par de nombreux intellectuels

Mais le mouvement s'accélère et gagne les Etats-Unis, pilier du soutien mondial au sionisme.

Ainsi après un appel d'universitaires étasuniens sous forme de lettre ouverte adressée en Janvier 2009 à Barack Obama laquelle a recueilli des milliers de signatures sur les campus, c'est au tour de la CIA elle-même d'annoncer dans un récent rapport la fin prochaine – encore qu'insoutenablement lointaine pour les palestiniens emmurés – de l'Etat d'Israël et son remplacement par un Etat unique rassemblant les palestiniens et ceux des citoyens israéliens qui choisiront de rester sur place dans le cadre d'une république égalitaire.

L'existence de ce rapport vient d'être dévoilée par FRANKLIN LAMB, un juriste étasunien qui s'est exprimé à ce sujet sur une chaîne de télévision Us (PRESS TV) et dont les propos ont été repris par le quotidien turc en ligne ([http://en .timeturk.com](http://en.timeturk.com))

Le rapport prévoit la disparition de l'Etat d'Israël dans les 20 ans qui viennent.

Dans ce laps de temps s'opérerait un double mouvement de population : les réfugiés palestiniens regagneraient leur pays, tandis que deux millions d'israéliens partiraient vers les Etats-Unis et qu'un million ou plus partirait vers la Russie et l'Europe. Il s'agirait, à l'échelle des grands transferts de population qu'a connus le monde comme ceux engendrés par exemple par la partition de l'Inde et du Pakistan, d'un mouvement assez facile à maîtriser si l'on songe à l'ampleur des moyens financiers qui sont aujourd'hui mis à la disposition du sionisme pour poursuivre sa sale politique coloniale.

Les Milliards de dollars qui ont servi et servent encore à la colonisation de la terre palestinienne et au financement de la terreur militaire sioniste peuvent servir à installer les futurs émigrants là où ils le souhaiteront et à redonner des maisons et des terres aux palestiniens spoliés.

Le rapport, qui rappelle la rapidité avec laquelle le régime d'apartheid sud africain s'est écroulé, souligne que d'ores et déjà 500 000 israéliens ont un passeport étasunien et que 300 000 israéliens avec la double nationalité vivent dans la seule Californie. Il confirme que les demandes de passeport étranger par les citoyens israéliens se multiplient ce que le régime sioniste tend à dissimuler autant qu'il le peut.

Certes un rapport n'est qu'un rapport et la CIA n'est qu'une des institutions de l'appareil d'état étasunien et ce rapport n'est pas, loin s'en faut, l'expression de la politique présente d'OBAMA qui a, au contraire décidé de continuer à financer l'Etat sioniste. Mais cette nouvelle condamnation des principes fondamentaux du régime sioniste confirme que ce régime est, après la publication du livre de Mearsheimer et Walt *, de plus en plus

considéré aux Etats-Unis comme une aberration, une monstruosité et que l'obsession obsidionale, sécuritaire et raciste qui hante l'esprit des sionistes est une véritable pathologie mentale générant des actes de plus en plus inhumains. De surcroît l'affirmation de puissance d'un régime théocratique dans cette région du monde ne peut que favoriser la crispation théocratique de ses voisins et une militarisation démesurée au détriment de toute politique de développement.

Tout doit être fait et le mouvement de soutien au peuple palestinien doit en faire son objectif stratégique pour que cette grande transformation s'effectue dans le plus bref délai possible, pour que cessent au plus tôt les souffrances et l'exil du peuple palestinien et pour sortir cette région du monde d'un conflit presque vieux d'un siècle que l'impérialisme anglo-saxon y a installé pour les seuls besoins de sa domination.

Vingt ans, c'est trop long !

COMAGUER
17 mars 2009

1-6 La survie d'Israël en danger selon la CIA.

L'avenir d'Israël en tant qu'Etat est en danger.

C'est ce qu'affirme une étude de la CIA gardée plutôt secrète et à laquelle aurait eu accès l'auteur et avocat international Franklin Lamb.

Selon Franklin Lamb, la fameuse agence américaine prédit que le passage d'une solution à deux états est inévitable.

Elle estime par ailleurs à deux millions le nombre d'israéliens qui émigreront vers les Etats-Unis dans les 15 prochaines années, et à 1,5 millions ceux qui choisiront l'Europe et la Russie comme nouveau lieu de résidence. Des révélations à prendre avec des pincettes mais allégrement commentées par les médias arabes...

« Si le jour arrive où la solution à deux Etats s'effondre et que nous devons faire face au même style de combat qu'en Afrique du Sud concernant le combat pour l'égalité des droits de vote, l'Etat d'Israël est fini », avait affirmé en janvier dernier le Premier ministre sortant, Ehoud Olmert.

Les arabes en Israël et les palestiniens ont traditionnellement des grandes familles par rapport aux juifs israéliens, et les territoires palestiniens seront beaucoup plus peuplés dans l'avenir.

En 1967, l'Etat d'Israël était à 86% juif. Aujourd'hui les juifs représentent moins de 75% de la population israélienne.

Si l'étude de la CIA dit vrai, la survie d'Israël serait donc en danger, « et tous les palestiniens doivent alors continuer à user de leur célèbre capacité de patience. Ils sont habitués à lutter et gardent dans leur cœur la conviction qu'un jour ils l'emporteront » affirme Linda S. Heard, une spécialiste des questions du Moyen-Orient, habituée des colonnes du média saoudien Gulfnews.

Pour Linda S. Heard, Israël est aussi en train de perdre son statut de victime, pour la communauté internationale.

« Alors que les survivants de l'Holocauste disparaissent, les jeunes générations à travers le monde ont peu de connaissance sur la souffrance juive pendant la seconde guerre mondiale. Il est probable que dans vingt ans 'Never again' aura peu de sens en dehors d'Israël.

Quand cela arrivera, Israël sera jugé sur ses mérites comme tous les autres pays », n'hésite t-elle pas à affirmer. Et d'ajouter que « les opinions étrangères sur Israël sont déjà en train de changer », en donnant pour exemple les nombreuses manifestations anti-israéliennes dans le monde, les appels au boycott des produits israéliens ainsi que des échanges intellectuels et culturels.

Enfin l'auteur, conclut : « Si les Etats Unis sont gagnés par le même sentiment anti israélien (que l'Europe NDLR), ce qui pourra arriver lorsque les américains réaliseront à quel point les taxes qu'ils paient servent à financer les sommes envoyées à Israël pour financer des guerres, les jours d'Israël seront comptés.

A long terme les israéliens ont besoin d'un Etat palestinien de la même façon que les palestiniens, et ils le savent. »

Nina Levy-Strauss pour Guysen International News

18 mars

<http://www.guysen.com/articles.php?sid=9435>

1-7 Construire sur d'impudents mensonges.

Les plans d'extension des colonies israéliennes qui ont été divulgués prouvent que les interminables pourparlers de paix ne sont qu'un prétexte pour détruire concrètement toute perspective pour les Palestiniens, écrit Khaled Amayreh.

Tandis qu'Israël ne cesse de clamer son sincère désir de paix avec les Palestiniens, le ministre israélien du logement, en coordination avec d'autres agences gouvernementales aussi bien qu'avec l'armée d'occupation, est en train de finaliser des plans pour construire des dizaines de milliers d'unités juives de peuplement dans toute la Cisjordanie, et en particulier dans Jérusalem-Est occupé.

On s'accorde généralement pour dire que ces plans mettraient fin aux rêves palestiniens d'établir un état viable et territorialement continu qu'ils pourraient posséder en propre. Selon un document détaillé du groupe israélien Peace Now, qui surveille la prolifération des colonies juives en Cisjordanie, le ministère du logement prévoit de construire plus de 73 000 nouveaux appartements et unités de peuplement sur le territoire palestinien sous occupation.

S'il était appliqué, ce plan signifierait que les implantations existantes feraient plus que doubler, tant par le nombre d'appartements qu'en termes de démographie coloniale. Cette population compte maintenant plus d'un-

demi million de personnes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Néanmoins un obstacle majeur susceptible d'empêcher la mise en oeuvre du plan est la faiblesse croissante de l'immigration juive en provenance de l'étranger.

En 2008, moins de 18 000 immigrants sont arrivés en Israël. C'est un flux réduit, comparé aux centaines de milliers d'arrivants de la fin des années 1980 et du début des années 1990, après la chute de l'ex-URSS. Le gouvernement israélien espère cependant pouvoir s'attaquer au problème, au moins partiellement, en accordant de « généreuses gratifications » aux colons potentiels, afin de séduire des citoyens juifs israéliens pour qu'ils s'installent en Cisjordanie. Ces avantages comprennent de fortes réductions fiscales, un traitement préférentiel relatif à l'impôt sur le revenu et des prêts à long terme.

Comme on pouvait s'y attendre, les révélations de Peace Now ont provoqué des réactions furieuses de la part des dirigeants palestiniens qui ont qualifié le plan de « peace-killer » [tueur de paix]. « Si cela se confirme, alors il sera vain de seulement envisager la paix, sans parler de la pertinence à accorder à la solution des deux états » a affirmé le diplomate Saeb Erekat de l'Autorité Palestinienne (AP).

« Je crois que si la communauté internationale est sincère au sujet de la paix dans cette partie du monde, alors elle doit forcer Israël à cesser de voler des terres palestiniennes. Pour notre part, nous ne pouvons permettre la continuation de ce vol incessant de nos terres sous la rubrique d'un processus sournois qui a une forme mais pas de substance » ajoute-t-il.

Erekat dit que l'AP va suivre de très près comment l'administration Obama traite la question des colonies. Le haut fonctionnaire palestinien a admis tacitement que l'approche de l'administration Bush de la « question des colonies » était scandaleuse, ajoutant que le prochain gouvernement israélien mené par Benyamin Netanyahu aurait à accepter le principe de la terre en échange de la paix, sans quoi il ne resterait rien du processus de paix. Embarrassé par la divulgation du plan, applaudi par des membres des partis religieux et de la droite, le gouvernement israélien a eu des réactions allant du silence au déni du bout des lèvres. Zeev Boim, ministre israélien du logement, ancien vice-ministre à la défense et connu comme faucon défendant l'expansion accélérée des implantations, a qualifié le document de « sans fondement et inexact ».

Malgré tout, Boim a admis que la construction d'au moins 1000 unités de peuplement avait été approuvée en 2009 et que des centaines d'autres soumissions pour la construction avaient été lancées dans le centre et le nord de la Cisjordanie. Il indiquait aussi que d'autres appels d'offres pouvaient avoir été émis par d'autres agences gouvernementales.

Les arguments de défense de Boim ont été catégoriquement rejetés par Peace Now et par les experts palestiniens pour les activités coloniales juives, comme étant une « manipulation sournoise et malhonnête des statistiques ».

Abdel-Hadi Hantash, cartographe chevronné et expert reconnu pour l'expansion coloniale juive, a décrit les déclarations de Boim comme « faux-fuyants et mensonges purs et simples ». « Ces gens sont des menteurs pathologiques. Ils prétendent vouloir la paix, mais tout ce qu'ils font sur le terrain montre sans aucun doute possible que la paix véritable est le cadet de leurs soucis » a-t-il déclaré à Al-Ahram Weekly.

Hantash dit qu'Israël suivait un plan d'ensemble dont la mise en oeuvre rendrait impossible la création d'un état palestinien.

« Nous devons faire une différence entre les déclarations israéliennes officielles d'un côté et les activités sur le terrain d'autre part. En termes d'activités sur le terrain, il est tout à fait évident qu'Israël construit de nouvelles colonies et étend celles qui existent, et dans les deux cas, ce sont toujours plus de terres palestiniennes qui sont confisquées, ou, plus exactement, volées » dit-il.

Hantash décrit les allégations israéliennes comme quoi la plupart des nouvelles constructions se font au sein même de colonies existantes et visent à pourvoir aux besoins de logement immédiats des colons, comme « un sac de mensonges ». « D'abord, les colonies elles-mêmes sont illégales selon le droit international, parce que la Cisjordanie n'est pas un territoire disputé comme le prétend Israël, mais un territoire occupé. Deuxièmement, je possède des informations précises basées sur des sources israéliennes, selon lesquelles le taux de non-occupation dans des colonies de Cisjordanie est de 18 à 25%. Dès lors, la formule de « croissance naturelle » n'est que pur prétexte et en l'occurrence un alibi mensonger ».

Les plans israéliens, anciens et nouveaux, pour englober Jérusalem-Est, et leur accélération ont suscité des réactions de colère de l'Union Européenne. Selon un rapport UE confidentiel publié le 15 décembre, Israël se sert de l'expansion des colonies, des démolitions de maisons et de politiques discriminatoires comme le Mur de l'Apartheid en Cisjordanie pour englober Jérusalem-Est occupé. Le rapport met en évidence qu'Israël mine la crédibilité de l'AP et affaiblit le soutien aux pourparlers de paix parmi les Palestiniens.

« Les activités d'Israël dans Jérusalem et alentour constituent l'un des défis les plus graves pour la paix israélo-palestinienne » dit le rapport.

Le rapport européen parle également d'une politique israélienne systématique visant à rétrécir les horizons des Palestiniens de Jérusalem-Est afin de prévenir leur croissance démographique ou de les forcer à quitter leur ville.

« Les 'faits israéliens' sur le terrain, notamment les nouvelles implantations, la construction de barrières, les politiques de logement discriminatoires les démolitions de maisons, les régimes de permis restrictifs et la fermeture d'institutions palestiniennes, accroissent la présence israélienne juive dans Jérusalem-Est, affaiblissent la communauté palestinienne dans la ville, empêchent le développement urbain palestinien et séparent Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie » précise le rapport.

Les officiels palestiniens ont salué le rapport, le qualifiant de « reconnaissance tardive mais bienvenue des mesures anti-paix qu'Israël a prises » dans la capitale palestinienne. « Nous apprécions certainement ce rapport. Mais il est très important que les Européens agissent dans sa foulée, car sans cela Israël ne fera que continuer

de faire la même chose » dit Hatem Abdel-Qader, fonctionnaire de l'AP en charge du portefeuille de Jérusalem. « Bien sûr, les Européens ne prendront pas une posture active si les Arabes eux-mêmes restent silencieux ».

18 mars

Khalid Amayreh

1-8 Rapport confidentiel de l'Union européenne sur Jerusalem-Est.

Dans un rapport confidentiel daté du 15 décembre 2008, dont le Nouvel Observateur a obtenu une copie, l'Union européenne accuse le gouvernement israélien d'utiliser le développement de la colonisation, la construction du mur de séparation, la planification des voies de circulation, l'instauration du régime des permis de résidence et de déplacements imposés aux Palestiniens pour "poursuivre activement l'annexion illégale de Jérusalem-Est". Dû à l'initiative du consul général du Royaume-Uni à Jérusalem, ce document de 20 pages, illustré de plusieurs cartes, est le fruit des contributions des consuls généraux des pays de l'Union Européenne à Jérusalem et des chefs de leurs bureaux à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne.

L'intention de séparer Jérusalem-Est de la Cisjordanie

Après avoir rappelé que la politique de l'Union européenne, face à la question de Jerusalem est fondée sur la Résolution 242 des Nations-Unies, c'est-à-dire sur le caractère "inadmissible de l'acquisition de territoires par la force", le document constate que "la construction de colonies à Jerusalem-Est et autour de Jerusalem-Est continue à un rythme rapide, contrairement aux obligations d'Israël, au regard de la légalité internationale et de la Feuille de route, réaffirmées à Annapolis". Sur un total de près de 470.000 colons dans les Territoires palestiniens occupés, poursuit le rapport, 190.000 (soit 40%) vivent dans Jerusalem-Est et 96.000 dans les colonies autour de Jérusalem, la majorité étant rassemblée dans de grands blocs de colonisation comme Givat Ze'ev, Etzion, et Ma'ale Adoumim". Le développement de la colonisation dans la vieille ville et autour de Jérusalem, la construction et le développement projeté des principaux blocs de colonisation existant, la mise en œuvre du plan "E-1" reliant Jerusalem à Ma'ale Adoumim "indiquent une intention de séparer l'ensemble de Jérusalem-Est et les blocs de colonies qui l'entourent de la Cisjordanie".

La barrière de séparation, future frontière de l'État d'Israël ?

Les infrastructures de transport, construites et projetées par Israël, comme la poursuite de la construction du mur de séparation contribuent également, selon le document, à saper les bases d'une future négociation. "86% du trajet de la barrière, y compris à Jerusalem-Est, constatent les auteurs du rapport, sont à l'intérieur de la ligne d'armistice de 1949 (la Ligne verte) en Cisjordanie. La barrière s'éloigne de la Ligne verte pour inclure 80 colonies, dont 12 à Jérusalem-est, où vivent 385.000 colons israéliens, du côté 'israélien' du mur". "Il n'est donc pas difficile de comprendre, poursuit le document, que nombre de Palestiniens redoutent de voir la barrière de séparation devenir la future frontière avec l'Etat d'Israël". Alors que, selon le rapport, 285.000 Palestiniens qui résident aujourd'hui entre le mur et la Ligne verte sont désormais coupés de la Cisjordanie, le franchissement des checks point et le régime des permis imposés aux Palestiniens a été durci. "Ces restrictions, écrivent les diplomates européens, soumettent la vie quotidienne des Palestiniens à des contraintes qui à leur tour, accroissent la frustration et nourrissent l'extrémisme".

La politique israélienne des faits accomplis affaiblit le soutien au processus de paix

Ajoutées à la colère provoquée par la politique israélienne de démolition des maisons palestiniennes à Jérusalem (400 depuis 2004), les mesures "discriminatoires" appliquées en matière de droit de résidence, la fermeture des principales institutions palestiniennes à Jérusalem, et les restrictions imposées par Israël à la liberté religieuse des Palestiniens chrétiens et musulmans relèvent, selon ce document d'une pratique des "faits accomplis sur le terrain" qui "sape la crédibilité de l'Autorité palestinienne et affaiblit le soutien populaire aux négociations de paix entre Israël et les Palestiniens". Destiné en principe au département des relations extérieures de l'Union européenne, c'est-à-dire aux services de Javier Solana, ce rapport demeure, trois mois après sa transmission à Bruxelles, un "document de travail confidentiel" au statut incertain.

Une "base de données" condamnée à la confidentialité

Certains États membres, parmi lesquels la France, le Royaume-Uni et l'Espagne, ne seraient pas hostiles à lui donner davantage de visibilité, surtout après le voyage de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à Jérusalem, où elle a tenu aux dirigeants israéliens un discours au moins aussi critique, notamment sur la question de la colonisation et de la démolition des maisons à Jérusalem-Est.

Au Quai d'Orsay, les familiers du dossier confient qu'ils considèrent le document comme une "base de données" précieuse pour surveiller l'application de la Feuille de route, adoptée en 2003 par le "quartette" (Etats-Unis, Nations Unies, Union Européenne, Russie), et pour discuter à Bruxelles la politique de l'Union, sur le dossier israélo-palestinien, mais ils ajoutent que, faute de consensus, ce rapport est condamné à demeurer confidentiel. En 2005, déjà, un rapport rédigé par les mêmes, et avec la même tonalité globale avait été enfoui dans un tiroir, à la demande de plusieurs pays dont l'Italie, avec l'assentiment de Javier Solana.

René Backmann

CAPJPO-EuroPalestine<http://www.europalestine.com/spip.php?article3932>

NOUVELOBS.COM | 19.03.2009 |

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/proche_moyenorient/20090317.OBS9339/le_rapport_confidentiel_de_lunion_europeenne_sur_jerusa.html

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Gaza : L'ONG Médecins pour les Droits de l'Homme (PHR) accuse l'armée d'avoir violé l'éthique médicale.

L'ONG Médecins pour les Droits de l'Homme (PHR) a affirmé dans un rapport que "durant le conflit à Gaza, les soldats israéliens ont violé de façon répétée l'éthique de l'armée et les droits humanitaires de base".

Une ONG israélienne a accusé lundi 23 mars l'armée israélienne d'avoir violé le code d'éthique médicale lors de son offensive à Gaza (27 décembre-18 janvier), en entravant l'évacuation de blessés et en attaquant des secouristes palestiniens.

L'ONG Médecins pour les Droits de l'Homme (PHR) a affirmé dans un rapport que "durant le conflit à Gaza, les soldats israéliens ont violé de façon répétée l'éthique de l'armée et les droits humanitaires de base, d'une manière qui soulève des suspicions de violation de la loi internationale concernant les blessés et la sécurité des équipes médicales".

Selon le rapport, dans plusieurs cas, les forces israéliennes "n'ont pas autorisé l'évacuation de civils blessés, bloqués (sur les champs de bataille) pendant plusieurs jours, et ont laissé des civils sans nourriture et sans eau pendant des périodes considérables".

"Il ressort de ces incidents que l'armée a non seulement empêché l'évacuation de familles assiégées et blessées mais a aussi interdit aux équipes médicales palestiniennes de les atteindre".

Violation "du code éthique dans la lutte contre le terrorisme"

Selon PHR, 16 secouristes palestiniens ont été tués par des tirs israéliens et 25 autres blessés en accomplissant leur travail durant l'offensive.

Durant la même période, l'armée israélienne a attaqué 34 établissements médicaux, dont huit hôpitaux et 26 dispensaires, a ajouté l'ONG.

Ces actions constituent une violation "du code éthique dans la lutte contre le terrorisme" adopté par l'armée israélienne en 2004 et les préceptes de la loi internationale interdisant les attaques contre les établissements médicaux en temps de guerre, affirme PHR.

Le président de PHR, Dani Filc, a appelé à une "enquête neutre" sur ces violations.

Réagissant au rapport, l'armée a souligné dans un communiqué que les "allégations" de PHR avaient déjà fait l'objet d'un recours présenté par l'ONG à la Cour suprême, et que cette dernière l'avait rejeté.

L'armée a néanmoins mené sa propre enquête sur la question et entend en publier les conclusions lorsqu'elle sera achevée, ajoute le communiqué.

Tsahal a aussi accusé les combattants palestiniens du Hamas à Gaza de s'être servis durant le conflit "de véhicules, d'établissements et d'uniformes médicaux pour dissimuler et camoufler des activités terroristes".

"Crime de guerre"

Jeudi dernier, des organisations israéliennes de défense des droits de l'Homme avaient réclamé une "enquête indépendante" sur les "crimes de guerre" de l'armée israélienne à Gaza à la suite de nouveaux témoignages de soldats sur des tirs contre des civils.

Le chef d'état-major de l'armée a lui défendu lundi l'institution militaire, affirmant qu'il s'agissait de cas "isolés".

"Je ne crois pas que les troupes israéliennes ont porté atteinte à des civils palestiniens de sang froid, a déclaré le général Gabi Ashkenazi lors d'une visite d'une académie militaire. Attendons l'issue de l'enquête, mais mon impression est que l'armée (...) a agi avec moralité et éthique et si de tels cas se sont produits, ils étaient isolés."

A Genève, le Rapporteur spécial des Nations unies sur la situation dans les Territoires palestiniens, Richard Falk, a réclamé une enquête sur l'offensive israélienne à Gaza, soulignant qu'il y avait "des raisons de conclure" qu'elle constitue un "crime de guerre de la plus grande ampleur".

<http://www.laprovence.com/articles/2009/03/23/766685-Monde-Gaza-une-ONG-israelienne-accuse-l-armee-d-avoir-viole-l-ethique-medicale.php>
<http://www.tdg.ch/actu/monde/gaza-ong-israelienne-accuse-armee-viole-ethique-medicale-2009-03-23.03>

2-2 Des soldats israéliens ayant combattu à Gaza parlent d'exactions.

Après les "ratés" de la guerre du Liban, l'institution militaire israélienne est maintenant secouée par les récits d'exactions de ses soldats à Gaza. Des militaires ayant combattu à Gaza parlent de meurtres de civils palestiniens sans défense et d'actes de vandalisme.

Certains d'entre eux se répandent jeudi dans les colonnes du quotidien libéral Haaretz, évoquant des meurtres de civils de sang-froid et des actes de vandalisme durant le 22 jours de l'offensive israélienne à Gaza, en décembre et janvier derniers.

Ces soldats, des anciens d'une même école militaire, se sont réunis en février pour échanger leurs expériences personnelles lors de cette opération, qui a fait plus de 1.400 morts, en majorité des civils, parmi les Palestiniens. (ndlr : 960 civils morts sur 1.434),

Un certain nombre d'organisations de défense des droits de l'homme ont parlé de "crimes de guerre" de la part d'Israël durant cette offensive qui visait officiellement à réduire les activistes du Hamas tirant des roquettes sur le territoire israélien.

Selon le directeur de l'école militaire, Danny Zamir, il régnait au sein de l'armée un climat de "mépris débridé" et un "sentiment de supériorité" envers les Palestiniens.

"Ils ont parlé de tirs non justifiés sur des civils palestiniens. Ils ont aussi parlé de déprédations", a confié Danny Zamir à la radio de l'armée israélienne.

Le ministre de la Défense, le travailliste Ehud Barak, a répondu à ces mises en cause en réaffirmant que Tshal était une des armées les plus éthiques du monde.

Néanmoins, l'avocat général des Forces de défense israéliennes (IDF) a décidé d'ouvrir une enquête sur ces allégations.

Selon Haaretz, qui évoque cette affaire en "une", la divulgation de ces "sales secrets" rend difficile pour l'Etat juif de réfuter ces faits comme de la pure propagande palestinienne.

Un des témoignages, émanant d'un chef de section d'infanterie, fait état d'un tireur d'élite de l'armée qui a abattu une mère et ses deux enfants parce qu'ils avaient pris la mauvaise direction quand les militaires leur avaient ordonné de sortir de chez eux.

"Le commandant du détachement a sommé la famille de s'en aller par la droite. Une mère et ses deux enfants n'ont pas compris et s'en sont allés vers la gauche.

"Le tireur d'élite les a vus s'approcher, au-delà des lignes qu'on lui avait dit que personne ne devait franchir. Ils les a simplement abattus."

Ce chef de section a encore rapporté que les hommes sous son commandement estimaient que "la vie des Palestiniens était bien moins importante que celle de nos soldats, donc que ceci justifiait cela".

Un autre chef de section rapporte qu'un officier a ordonné d'abattre une femme âgée alors qu'elle marchait sur la route à une centaine de mètres d'une maison dont les soldats venaient de prendre possession.

Il fait en outre état d'actes de vandalisme commis par les soldats. "Ecrire 'Mort aux Arabes' sur les murs, se saisir de photos de famille pour cracher dessus, simplement parce qu'on en a le pouvoir... Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que cela dénote à quel point l'éthique des IDF s'est dégradée."

Danny Zamir a déclaré avoir transmis à l'état-major les témoignages des anciens de son école ayant servi à Gaza, qui n'auraient pas eux-mêmes commis de crimes de guerre mais "sont mal à l'aise de n'avoir pu en empêcher".

21-03

www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6320

2-3 Amos Harel : Gaza: des jeunes conscrits parlent.

Comme promis, voici la traduction du document qui fait parler.

De jeunes conscrits s'expriment en toute liberté sur ce qu'ils ont vu ou vécu à Gaza.

Il ne faut pas s'attendre à des récits de boucherie, mais plutôt à des descriptions de « petits meurtres ordinaires ».

Ce qui frappe, au premier abord, c'est la franchise, pour ne pas dire la candeur, de ces jeunes soldats. Certains sont révoltés, d'autres ont un langage quasi désincarné et parlent technique militaire. Ce qui frappe aussi : le décalage entre conscrits et réservistes, et le rôle pour le moins trouble que joue le rabinat, qui fait passer chez les soldats un message proche du messianisme et de la guerre sainte. La naïveté de ces jeunes soldats, scandalisés qu'une famille palestinienne dont certains membres font partie du Hamas ait pu faire ami-ami avec eux en leur « mentant » (ils sauvaient leur peau, quand même !).

Et bien d'autres choses (chacun est libre de tirer ses propres conclusions à partir d'un texte brut comme celui-ci. L'impression qui se dégage est qu'à Gaza, tout était permis et que les supérieurs hiérarchiques ont laissé faire, au mieux. Certains médias, juifs en particulier, préféreront parler des erreurs (réelles) de la presse, par exemple au sujet du vrai-faux bombardement de l'école de l'UNRWA. Mais l'arbre cache la forêt. Peut-être serait-il temps de regarder les choses en face. La guerre de Gaza a été de la sauvagerie (outre le fait que, sur le plan politique, elle a été inutile, mais c'est une autre histoire). Le discours final, consterné, de l'instructeur en chef de ces jeunes conscrits en dit long. NdT

Moins d'un mois après l'opération militaire dans la bande de Gaza [1], plusieurs dizaines de diplômés du programme de préparation prémilitaire « Itzhak Rabin » étaient réunis au Collège d'Oranim à Kiryat Tivon. Depuis 1998, ce programme a préparé ses participants à ce qui est considéré comme un service militaire « à contenu ». Nombreux sont ceux qui ont un rôle majeur dans des unités combattantes ou d'élite de l'armée. Le fondateur du programme, Danny Zamir, le dirige encore aujourd'hui et accomplit également ses périodes de réserve en tant que sous-commandant d'un bataillon.

Vendredi 13 février, Zamir avait invité des soldats et des officiers qui avaient suivi son programme pour un long débat sur leurs expériences à Gaza. Ils se sont exprimés ouvertement, mais avec une frustration considérable. Ce qui suit est composé de longs extraits de la transcription de cette rencontre, publiée mercredi dans le bulletin du programme, Briza. Les noms des soldats ont été modifiés pour préserver leur anonymat. La rédaction de Briza a aussi choisi de ne pas publier certains des détails qui concernent l'identité d'une unité dont la conduite à Gaza s'est révélée problématique.

Danny Zamir : "Ce soir, notre intention n'est pas d'évaluer les résultats et l'importance diplomatico-politique de cette opération, ni des aspects militaires systémiques. Mais un débat est nécessaire parce que, tous l'ont dit, cela a été une action militaire exceptionnelle dans le sens où elle a fixé de nouvelles limites au code éthique, aussi bien dans l'histoire de Tshal que dans celle d'Israël dans son ensemble. Il s'agit d'une action qui a causé des destructions massives chez des civils. Je ne suis pas certain qu'il aurait été possible de faire autrement, mais au bout du compte, nous en avons fini avec cette opération et les Qassams ne sont pas paralysées. Il est fort possible que cette opération se répète, sur une plus grande échelle, dans les années à venir, parce que le problème que pose la bande de Gaza n'est pas simple et il n'est pas du tout certain qu'il soit résolu. Ce que nous souhaitons ce soir, c'est entendre les combattants."

Aviv : « Je commandais une compagnie de la brigade Givati encore à l'entraînement. Nous sommes entrés dans un quartier de la partie sud de la ville de Gaza. En gros, c'était une expérience étrange. Pendant l'entraînement, on attend le jour où l'on va entrer dans Gaza, et à la fin, on se rend compte que ce n'est pas vraiment ce qu'on t'a raconté. C'était plus comme, genre, tu t'empares d'une maison, tu fiches les occupants dehors et tu t'installés. Nous sommes restés dans une maison environ une semaine. »

« Vers la fin de l'opération, il y a eu un plan pour entrer dans une zone de Gaza densément peuplée. Dans les briefings, ils ont commencé à nous parler d'ordres d'ouvrir le feu à l'intérieur de la ville parce que, comme vous le savez, ils ont utilisé une puissance de feu considérable et tué en chemin un nombre énorme de gens, afin qu'on ne nous tire pas dessus et qu'on ne se fasse pas tuer. Au début, l'action consistait à entrer dans une maison. Nous étions censés y entrer avec un véhicule de transport blindé appelé "Akhzarit " (littéralement ; « cruel ») pour nous introduire à l'intérieur par la porte du rez-de-chaussée et de commencer à tirer une fois à l'intérieur et puis ... J'appelle ça un meurtre .. De fait, nous devons monter étage par étage et toute personne que nous voyions, nous devons la tuer. Je me suis demandé : où est la logique dans tout ça ? »

« Au-dessus de nous, on nous a dit que c'était permis, parce quiconque était resté dans le secteur et à l'intérieur de Gaza était de fait condamné, un terroriste, parce qu'ils ne s'étaient pas enfuis. J'ai eu du mal à comprendre : d'un côté, ils n'ont pas vraiment où fuir, mais de l'autre on nous dit que s'ils n'ont pas fui, c'est de leur faute... Ca m'a aussi fait un peu peur. J'ai tenté d'exercer un peu d'influence pour changer cela, autant qu'il était possible depuis ma position de subordonné. A la fin, l'ordre a consisté à entrer dans une maison, de se servir de mégaphones et de dire aux occupants : *"Allez, tout le monde dehors, vous avez cinq minutes, quittez la maison, quiconque ne le fait pas sera tué."* »

« Je suis allé voir les soldats et leur ai dit : *"les ordres ont changé. On entre dans la maison, ils ont cinq minutes pour partir, on les fouille pour voir s'ils n'ont pas d'armes, et alors seulement, on commence à investir la maison étage par étage pour nettoyer tout ça...* Cela veut dire, entrer dans la maison, ouvrir le feu sur tout ce qui bouge, lancer une grenade, tout ça. Et alors, il s'est passé un truc très troublant. L'un de mes soldats est venu me voir et m'a demandé : *"Pourquoi ?"* J'ai dit : *"Qu'est-ce qui n'est pas clair ? On ne veut pas tuer des civils innocents."* Lui : *"Ah ouais ? Tous ceux qui sont là-dedans sont des terroristes, c'est bien connu."* Je dis : *"Tu penses que ces gens vont vraiment s'enfuir ? Non, personne ne va fuir"* Il répond : *"C'est clair."* Et ses copains se joignent à lui : *"Il faut tuer tous ceux qui sont là-dedans. Ouais, toute personne qui se trouve à Gaza est un terroriste"*, et tous les autres trucs dont les médias nous farcissent la tête. »

« Alors, j'essaie d'expliquer au gars que tout le monde là-bas n'est pas terroriste et que, après qu'il aura tué, disons, trois enfants et quatre mères, il montera à l'étage supérieur et tuera encore une vingtaine de personnes. Finalement, il s'avère que la maison a 8 étages, 5 appartements par étage, quelque chose comme 40 - 50 familles à tuer. J'ai essayé d'expliquer qu'il fallait les laisser partir, et seulement alors investir la maison. Ca n'a pas servi à grand-chose. C'est vraiment frustrant de constater que pour eux, dans Gaza, ils ont le droit de faire ce qu'ils veulent, casser des portes ou des maisons, tout ça parce que c'est cool. »

« L'impression donnée par les officiers est qu'il n'y a aucune logique là-dedans mais qu'ils laissent faire. Ecrire 'mort aux Arabes' sur les murs, prendre des photos de famille et cracher dessus, seulement parce qu'on peut. Je pense que c'est la chose la plus importante pour comprendre dans quoi l'éthique de Tshal est tombée, vraiment, c'est ce dont je me souviendrai. »

« L'un de nos officiers, qui commande une compagnie, a vu quelqu'un arriver sur une route, une femme, une vieille femme. Elle marchait, assez loin, mais assez près pour s'en prendre à elle. Suspecte ou pas ? Je ne sais pas. Finalement, l'officier a envoyé des hommes sur le toit pour l'éliminer. Par la description de cette histoire, j'ai senti qu'il s'agissait d'un meurtre de sang-froid. »

Zamir : « Je ne comprends pas. Pourquoi a-t-il fait tirer sur elle ? »

Aviv : « C'est ce qu'il y a de bien, genre, à Gaza. Tu vois quelqu'un marcher sur une route. Il n'a pas besoin d'être armé, tu n'as pas besoin de l'identifier, tu tires et c'est tout. Avec nous c'était une vieille femme, sur qui je n'ai vu aucune arme. L'ordre était de l'éliminer au moment où tu la voyais. »

Tzvi : « Les descriptions d'Aviv sont exactes, mais il est possible de comprendre d'où ça vient. Et cette femme, on ne sait jamais si... Elle n'avait pas à être là, il y a eu des annonces, des bombardements. La logique dit qu'elle n'aurait pas dû se trouver là. La façon dont tu le décris, un meurtre de sang-froid, ce n'est pas bien. On sait qu'ils ont des éclaireurs et tout ça. »

Gilad : « Avant même que nous ne rentrions, le commandant du bataillon a été très clair : une leçon importante de la guerre du Liban a été tirée sur la manière dont Tsahal entre, avec beaucoup de feu. L'intention était de protéger les soldats par la puissance de feu. Dans l'opération, les pertes de Tsahal ont été vraiment minimales, et le prix a été que beaucoup de Palestiniens ont été tués. »

Ram : « Je fais mon service dans une compagnie de la brigade Givati. Après que nous sommes entrés dans les premières maisons, il y a eu une maison avec une famille à l'intérieur. L'entrée a été relativement calme. Nous n'avons pas ouvert le feu, nous n'avons fait que crier à tout le monde de descendre. Nous les avons placés dans une pièce, puis nous avons quitté la maison pour y entrer par une autre issue. Quelques jours plus tard, l'ordre a été donné de libérer la famille. Les soldats avaient pris position sur le toit, avec un sniper. Le commandant du peloton a laissé la famille sortir et leur a dit de prendre à droite. Une mère et ses deux enfants n'ont pas compris et ont pris à gauche, mais on avait oublié de dire au sniper sur le toit qu'ils étaient libres de partir, que ça allait et qu'il ne devait pas tirer et il ... il a fait ce qu'il avait à faire, il suivait les ordres, c'est-à-dire. »

Question du public : « A quelle distance cela se passait-il ? »

Ram : « Environ 100 à 200 mètres. Les gens étaient sortis de la maison, ils avaient avancé un peu, et soudain il les a vus, des gens qui se déplaçaient dans une zone où il était interdit de circuler. Je ne crois pas qu'il se soit senti mal à cause de ça. Après tout, pour ce qui le concernait, il avait accompli son job selon les ordres qu'il avait

reçus. Et l'atmosphère générale, d'après ce que j'ai compris de ce que m'ont dit mes hommes ... Je ne sais pas comment le décrire ... La vie des Palestiniens, disons, comptait beaucoup beaucoup moins que la vie de nos soldats. Pour leur part, ils peuvent justifier ça ainsi. »

Youval Friedman (instructeur en chef au programme Rabin) : « Il n'y a pas eu un ordre permanent précisant qu'il fallait une autorisation pour ouvrir le feu ? »

Ram : « Non. Cet ordre existe, au-delà d'une certaine ligne. L'idée est que tu as peur qu'ils ne t'échappent. Si un terroriste s'approche de trop près, il pourrait faire exploser la maison ou quelque chose comme ça. »

Zamir : « Après une tuerie comme ça, par erreur, Tsahal procède-t-il à une quelconque enquête ? Examine-t-on ce qui aurait pu être corrigé ? »

Ram : « Pour l'instant, personne n'est venu de l'unité d'enquête de la police militaire. Il n'y a eu aucune ... Pour tous les incidents, il y a des enquêtes individuelles et des évaluations d'ordre général sur la conduite de la guerre. Mais ils ne se sont pas attachés à ça en particulier. »

Moshe : « L'attitude est très simple. Ce n'est pas agréable à dire, mais tout le monde s'en fiche. On n'enquête pas là-dessus. C'est du combat, de la routine en matière de sécurité. »

Ram : « Ce dont je me souviens en particulier, c'est qu'il régnait au début un sentiment de mission quasi religieuse. Mon sergent étudie dans une yeshiva. Avant l'attaque, il a réuni tout le bataillon et conduit une prière pour ceux qui partaient se battre. Un rabbin de brigade se trouvait là. Après, le rabbin est venu dans Gaza et s'est déplacé dans tous les sens pour nous taper sur l'épaule, nous encourager et prier avec d'autres. Quand nous étions à l'intérieur [de Gaza], ils nous envoyaient aussi ces livrets remplis de psaumes, une tonne de psaumes. Je pense que, au moins dans la maison où nous sommes restés une semaine, on aurait pu remplir la maison avec tous les psaumes qu'ils nous ont envoyés, et d'autres livrets du même genre. »

« Il y avait un fossé immense entre ce que l'Education militaire nous envoyait et ce que nous envoyait le rabbinat militaire. L'Education a publié un argumentaire pour les officiers, quelque chose sur l'histoire d'Israël qui s'est battu à Gaza, depuis 1948 jusqu'à nos jours. Le rabbinat a apporté un tas de petits livres et d'articles et ... le message était très clair. Nous sommes le peuple d'Israël, nous sommes venus sur cette terre par miracle, Dieu nous a ramenés sur cette terre, et maintenant, nous devons combattre pour expulser les Gentils, qui nous gênent dans notre conquête de la terre sainte. C'était ça le message principal, et beaucoup de soldats avaient le sentiment que cette opération était une guerre religieuse. Depuis ma position d'officier qui devait « expliquer », j'ai essayé de parler de politique, des courants dans la société palestinienne, du fait que tout le monde à Gaza n'appartenait pas au Hamas, et que tous les habitants ne cherchaient pas à nous abattre. J'ai voulu expliquer aux soldats que cette guerre n'était pas pour la sanctification de Dieu, mais pour arrêter les Qassams. »

Zamir : « J'aimerais demander aux pilotes parmi nous, Gideon et Yonatan, de nous donner un peu leur point de vue. En tant que fantassin, cela m'a toujours intéressé. Quelle impression a-t-on quand on bombarde une ville comme ça ? »

Gideon : « D'abord, à propos de ce que tu as dit sur la folle puissance de feu. Depuis le tout début des raids aériens, les quantités de feu ont été impressionnantes, et c'est essentiellement ce qui a poussé les gens du Hamas à se cacher dans les abris les plus souterrains et les a empêchés de se montrer jusque environ deux semaines après les combats. En général, la manière dont ça fonctionne pour nous, juste pour que vous compreniez un peu les différences, c'est que j'arrivais la nuit à l'escadrille, effectuais un raid sur Gaza et puis je rentrais chez moi dormir à Tel Aviv, au chaud dans mon lit. Je ne suis pas coincé dans un lit dans une maison palestinienne, la vie est un peu meilleure. »

« Avec mon escadrille, je ne vois pas un terroriste qui lance une Qassam, puis décide de décoller et de l'avoir. Il y a tout un système pour nous soutenir, qui nous sert d'yeux et d'oreilles, et des renseignements pour chaque avion qui décolle et qui créent de plus en plus de cibles en temps réel, chacune avec un niveau de légitimité plus ou moins grand. En tout cas, j'essaie de croire que ces cibles sont déterminées selon le degré de légitimité le plus haut possible. »

« Ils [les pilotes] lâchaient des tracts sur Gaza, tiraient parfois un missile depuis un hélicoptère sur le coin d'une maison, juste pour secouer un peu la maison et faire fuir tout le monde. Ces techniques ont marché. Les familles sont sorties, et vraiment, quand les soldats sont entrés dans les maisons, elles étaient assez vides, au moins de civils innocents. De ce point de vue, ça a marché. »

« En tout cas, j'arrive à l'escadrille, on me donne une cible, une description et des coordonnées. En gros, je m'assure simplement que ça ne se trouve pas à l'intérieur de nos lignes. Je regarde la photo de la maison que je suis censé attaquer, je vois qu'elle correspond à la réalité, je décolle, je pousse sur le bouton et la bombe atterrit toute seule dans un rayon d'un mètre de la cible. »

Zamir : « Chez les pilotes, y a-t-il aussi des paroles ou des sentiments de remords ? Par exemple, j'ai été été terriblement surpris par l'enthousiasme qui a accompagné la tuerie des policiers de la circulation de Gaza, le premier jour de l'opération. Ils ont tué 180 flics. En tant que pilote, j'aurais remis ça en question. »

Gideon : « Il y a deux aspects à ça. Sur le plan tactique, tu les appelles de "policiers". Dans tous les cas, ils sont armés et appartiennent au Hamas ... En des temps meilleurs, ils prennent des gens du Fatah, les jettent des toits et voient ce qui se passe. Concernant ce qu'on pense, tu passes du temps avec ton escadrille et il y a quantité de débats sur l'importance du combat et des valeurs qui lui sont attachées, sur ce que nous faisons, il y a de quoi parler. Mais à partir du moment où tu démarres le moteur jusqu'à ce que tu l'éteignes, toutes tes pensées, toute ta concentration et ton attention sont sur la mission que tu dois effectuer. Si tu as un doute injustifié, tu es susceptible de causer une bavure encore plus grande et détruire une école avec 40 enfants. Si le bâtiment touché n'est pas celui que j'étais censé toucher, mais une maison avec des gars à nous à l'intérieur, le prix de l'erreur est très très grand. »

Question du public : « Y a-t-il eu quelqu'un dans l'escadrille qui n'a pas appuyé sur le bouton, qui y a réfléchi à deux fois ? »

Gideon : « Il faut poser la question à ceux qui participent à des opérations par hélicoptère, ou aux types qui voient ce qu'ils font. Avec les armes que j'utilisais, ma capacité de prendre une décision en contradiction avec ce qu'on m'a dit était proche de zéro. Je lâche la bombe d'une distance où je peux voir toute la bande de Gaza. Je vois aussi Haïfa, je vois aussi le Sinaï, mais c'est plus ou moins la même chose. Ça fait vraiment très loin. »

Yossi : « Je suis sergent dans un peloton de parachutistes. Nous étions dans une maison et avons découvert une famille à l'intérieur qui n'était pas censée se trouver là. Nous les avons rassemblés dans le sous-sol, posté deux gardes et nous sommes assurés qu'ils ne causeraient pas d'ennuis. Au fur et à mesure, la distance émotionnelle entre nous s'est estompée : nous avons fumé des cigarettes ensemble, bu du café avec eux, parlé du sens de la vie et des combats à Gaza. Après de nombreuses conversations, le propriétaire de la maison, un homme âgé de plus de 70 ans, disait qu'il était bon que nous soyons à Gaza et qu'il était bon que Tsahal y fasse ce qu'il faisait. Le lendemain, nous avons fait interroger l'homme et son fils. Le jour d'après, nous avons reçu une réponse : tous les deux étaient des militants politiques du Hamas. C'était assez troublant, ils te disent combien c'est bien que tu sois là, bla bla bla, et tu découvres qu'ils t'ont menti pendant tout ce temps. Ce qui m'a ennuyé le plus a été qu'à la fin, après que nous avons compris que les membres de cette famille n'étaient pas exactement des amis et qu'ils méritaient pas mal d'être fichus dehors, le commandant du peloton nous a suggéré, quand nous quitterions la maison, de nettoyer, ramasser toutes les ordures dans des sacs, balayer et nettoyer le sol, plier les couvertures que nous avons utilisées, mettre en piles les matelas et les remettre sur les lits. »

Zamir : « Que veux-tu dire ? Toutes les unités qui ont quitté une maison n'ont pas fait ça ? »

Yossi : « Non, pas du tout. Au contraire. Dans la plupart des maisons, des graffitis ont été laissés, des choses comme ça. »

Zamir : « C'est se conduire comme des animaux. »

Yossi : « Tu n'es pas censé te concentrer sur du pliage de couvertures quand on te tire dessus. »

Zamir : « Je n'ai pas beaucoup entendu qu'on vous tirait dessus. Ce n'est pas que je vous fasse des reproches, mais quand on passe une semaine chez des gens, on nettoie ses saletés. »

Aviv : « Un jour, j'ai reçu un ordre. Tout l'équipement de la maison, tous les meubles : nettoyer toute la maison. Nous avons tout jeté, tout, par les fenêtres de façon à faire de la place. Tout le contenu de la maison a volé par les fenêtres. »

Yossi : « Il y a eu un jour où une Katiusha, un missile Grad, est tombé sur Beer Sheva et une mère et son bébé ont été blessés. C'étaient des voisins de l'un de mes soldats. Nous avons entendu toute l'histoire à la radio, et il n'a pas pris à la légère le fait que ses voisins aient été blessés. Le gars était un peu sur les nerfs, on peut le comprendre. Dire à quelqu'un comme ça : "*Allez, on va laver le sol de la maison d'un militant du Hamas, qui vient de tirer une Katiusha sur tes voisins, qui ont eu une jambe amputée*", ce n'est pas facile à faire, en particulier si l'on n'est pas du tout d'accord avec ça. Quand mon officier a dit : "*OK, dis à tout le monde de plier les couvertures et d'empiler les matelas*", je l'ai mal pris. Ça a gueulé pas mal. Finalement, j'ai été convaincu et je me suis rendu compte que c'était la bonne chose à faire. Aujourd'hui j'apprécie et même, je l'admire, le commandant, pour ce qui s'est passé là-bas. Au fond, je ne pense pas que n'importe quelle armée, syrienne ou afghane, aurait nettoyé le sol de maisons de son ennemi, ni plié des couvertures, ni qu'elle les aurait rangées dans les armoires. »

Zamir : « Je pense qu'il serait important que les parents se réunissent ici et entendent cette discussion. Je pense qu'elle serait très instructive, et aussi consternante et déprimante. Vous décrivez une armée aux normes éthiques très basses, c'est la vérité ... Je ne vous juge pas et je ne vous fais pas de reproches. Je vous répercute seulement ce que je ressens après avoir entendu vos histoires. Je n'étais pas à Gaza, et je suppose que, chez les réservistes, le niveau de retenue et de contrôle se soi seraient plus haut, mais je pense que, globalement, vous décrivez et reflétez le genre de situation dans laquelle nous nous sommes trouvés. Après la guerre de 1967, quand les gens sont revenus du combat, ils se sont réunis en cercles et ont décrit ce par quoi ils étaient passés. Pendant des années, ceux qui ont fait ça ont été décrits sous l'expression "On tire et on pleure". En 1983, quand nous sommes revenus de la guerre du Liban, on a dit les mêmes choses sur nous. Nous devons réfléchir à ce qui nous est arrivé. Nous devons nous colleter avec ça, pour établir des normes nouvelles, ou différentes. Il est très possible que le Hamas ou l'armée syrienne auraient eu un comportement différent du mien. Mais le point essentiel est que nous ne sommes ni le Hamas, ni l'armée syrienne ni égyptienne. Si des religieux nous oignent d'huile et nous collent des livres sacrés entre les mains, et si les soldats de ces unités ne sont pas représentatifs de tout le spectre du peuple juif, mais seulement de certains secteurs de la population, à quoi devons-nous nous attendre ? A qui faisons-nous des reproches ?

En tant que réservistes, nous prenons assez peu au sérieux les ordres des officiers de brigade. Nous laissons passer les vieux et les familles. Pourquoi tuer des gens quand vous savez très bien que ce sont des civils ? Quel aspect de la sécurité d'Israël sera menacé, qui sera touché ? Faites preuve de discernement, soyez humains.

[1] L'armée israélienne est fort inventive quand il s'agit de nommer ses opérations. Les références sont le plus souvent bibliques. En tant que « traducteur engagé », tant que ce nom n'apporte aucune information, je me refuse dorénavant à suivre cette manie de mêler les références bibliques à des opérations militaires. Pour info, l'expression « Plomb durci » est tirée d'un poème de Bialik consacré à la fête de Hanouka, censé être chanté par de jeunes enfants (l'opération a été déclenchée au moment de Hanouka (ndt)

Amos Harel

Ha'aretz, 20 mars 2009

<http://www.haaretz.com/hasen/spages...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Amos_Harel.200309.htm

3 Annexe

3-1 Appel aux citoyens du monde pour briser le siège de Gaza.

Ne laissons pas mourir Gaza

Après le massacre de la population de Gaza par l'armée israélienne, commencé le 27 décembre 2008, le monde s'est ému du sort des Palestiniens.

Mais le territoire reste fermé, presque hermétiquement, les convois humanitaires s'accumulent aux frontières et une infime partie est autorisée à entrer.

De même, les citoyens de divers pays, y compris de nombreux Palestiniens sont bloqués en Egypte.

Nous, citoyens du monde, nous opposons à ce blocus illégal et meurtrier, toléré, pour ne pas dire encouragé par la majorité des gouvernements.

Une fois encore, il semble que seule la société civile soit capable de se mobiliser pour exiger l'application du droit international et le respect de la Déclaration universelle des droits humains (10 décembre 1948).

C'est pourquoi, nous appelons tout individu ou groupe (ASSO, ORGA, PARTI, ETC.) à participer, dans la mesure de ses moyens, à l'établissement d'une présence permanente et internationale sur le poste frontière de Rafah, pour faire pression sur le gouvernement égyptien, mais aussi sur la « communauté internationale », jusqu'à l'ouverture définitive de la frontière entre Gaza et l'Egypte, permettant la libre circulation des biens et des personnes.

**POUR LIBERER GAZA, POUR BRISER LE SIEGE, POUR LA LIBRE CIRCULATION
TOUS A RAFAH, MAINTENANT !**

Pour le renvoi des signatures d'individu ou groupe (ASSO, ORGA, PARTI, ETC.)
l'adresse est : chrisdine19@gmail.com

Premiers signataires de cet appel :

Organisations :

ISM-France
PAz Ahora (Espagne)
Revista Rubra (Portugal)
MSRPP (France)
Forum Palestina (Italia)
AMFP (France)
Viva Palestina (UK)
Association des Palestiniens en France
Collectif des Musulmans de France
Comité St Ouen Solidarité Palestine, France
EMF (Etudiants Musulmans de France)-Nantes, France
[Ittijah, France](#)
[Résistance Palestine, France](#)

Jordan Society for Human Rights - Jordan
Jordanian Intellectuals For Gaza - Jordan
Global Help Initiative for Palestine (HI), Gaza, Palestine
[ISM-Chicago, USA](#)

Individuals:

Nada Kassas, Egypte, Journaliste et militante
Hisham Bustani, Jordanie, Auteur et militant
Paki Wieland, Northampton Massachusetts,
[Northampton Committee to End the War in Iraq](#)
Western Mass Raging Grannies, Code Pink.
Nadine Rosa-Rosso, Belgium, creator of the call to remove Hamas from european terrorist organizations lists

* Article 13 :

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Iman Baddawi, Egypt, Journalist and activist □ Nada Kassas, Egypt, Journalist and activist

Kamel Elbasha, Egypt, author and activist

مع البيان على اوقع انا وضغوط اغواءات من له تتعرض ما الايكفيها الحصار لفك مساعدتها وليس مصر على الضغط ولماذا والاسرائيلية والامريكية الاوروبية الحكومات على الضغوط ممارسة في المساهمة يستطيع من كل واطالب ذكرت ما على تحفظي . يفعل ان

الباشا كامل

المحتلة القدس من فلسطيني فنان

Abdelaziz Chambi - Activist - France □ Youssef Girard, Historians, France □ Mireille Rumeau, Activist,

Franc □ Sandrine Mansour-Merien, France, historian Palestinian refugee

Abdel Salam Saleh - Novelist - Jordan □ Saleh abu-Taweeleh - Activist - Jordan □ Suleiman Sweiss - Human Rights

Activist - Jordan □ Laila Zo'bi - Activist - Jordan □ Mohammad Faraj - Activist - Jordan □ Naser abu-Nassar - Activist

– Jordan

Ayed Nab'a - Director - Jordan □ Kamal Khalil - Singer and Composer - Jordan □ Mohammad Nasralla - Plastic

Artist - Jordan □ Kawthar Arar - Journalist - Jordan □ Abdul Rahman el-Ja'bari - Cartoonist - Jordan □ Yahya abu-

Safi - Researcher - Jordan □ Majed Toubeh - Secretary of Jordanian Journalists Syndicate - Jordan □ Mohammad

Deebo - Poet and Activist - Syria □ Akram Kreishan - Int'l Expert in Human Rights - Jordan □ Laila Faisal - Activist -

Jordan/USA □ Mohammad Shareef el-Jayyousi - Journalist - Jordan □ Rabea Salhieh - Dental Surgeon - Jordan

□ Olfat Jaser - King Hussien Cancer Foundation - Jordan □ Amina Abu-Hamdia - Activist - Jordan/USA

Sari Hanafi, Liban, Professor, Beirut American University

Asim Ghani, Pakistan, journalist

Khaled Amayreh, Palestine, Journalist

Afaf Dajani, Palestine, RASED president, Palestinian Ass. for Human Rights-jerusalem office

and President of Ass. for women and children

Dr Haidar Eid, Gaza, Palestine

Asma Qwaider, Gaza, Palestine, Palestine Forum

Adnan el-Sabbah - Writer - Palestine □

Abdalla el-Harkan - Financial Manager - Saudi Arabia □

Yvonne Ridley, Journalist and Author, United Kingdom.

George Galloway, Member of Parliament (UK)

Members of Viva Palestina, drivers to Gaza, entitled to Palestinian Passport :

Mrs Nafisa Saeed, Y. Manvra, R. Raja,

Akram Janua, Nusarrat Janjua, Sofia Janjua, X Janjua, Shereen Bhorat, Mourad Abib (Algerian Relief), David

Joner, Kevin Ovenden, Tahir Gorji, Kieran Turner, Safraz Patel, Ruhel Mial, Bisharet Ali, Asad Iqbal, Hussein

Saleam, Shahed Miah (Solihull), Faruk Shaikh (Gloucester), Ahmed Nisar, Ahmed Riaz, Alaa Mousa, Samir Ali,

Abdullam Khan, Zabar Khan, Abdur Rahman Motara (Gloucester), Mansur Sadaq, Cheikh Zahir, Zarina Bhatia,

Alan Morton, Mahmood Hussain, Mohamed Khan, Nasima Ali, Carole Swords, Arif Bagasi,

Mahjabeen Bhatti

Amal Wahdan, Palestinian Activist and journalist

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19